



Région Nouvelle-Aquitaine

Avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine relatif au projet de mise en compatibilité par déclaration de projet du plan local d'urbanisme de Fouras-les-Bains (17)

N° MRAe 2025ACNA166

Dossier KPPAC-2025-18513

Avis conforme rendu en application du deuxième alinéa de l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme notamment son article R. 104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 relatif à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable modifié par le décret n°2023-504 du 22 juin 2023 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des plans et programmes ;

Vu la décision du 1er septembre 2025 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 104-33 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Vu le dossier fourni par la personne publique responsable enregistré sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposé par la commune de Fouras-les-Bains, reçu le 5 août 2025 relatif à la mise en compatibilité par déclaration de projet en application des articles R. 104-33 deuxième alinéa à R. 104-35 du Code de l'urbanisme ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé en date du 27 août 2025 ;

Considérant que la commune de Fouras-les-Bains, 4 124 habitants en 2022 (source INSEE) sur un territoire de 9,51 km², souhaite procéder à une mise en compatibilité de son plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 29 septembre 2011 :

Considérant que la mise en compatibilité vise à permettre la réalisation d'un ensemble hôtelier et le réaménagement d'espaces publics en reclassant un terrain d'une superficie de 8 900 m² occupé par un centre d'hébergement, des bâtiments municipaux et des espaces de stationnement ;

Considérant qu'elle a pour objet :

- de reclasser une zone UE (équipements) dans un nouveau secteur UAh destiné uniquement à l'accueil du complexe hôtelier ;
- d'introduire un règlement spécifique au nouveau secteur UAh et une orientation de programmation et d'aménagement (OAP) précisant les conditions de son aménagement, en cohérence avec le plan de prévention des risques littoraux et le périmètre de protections des monuments historiques qui couvrent le secteur :
- d'étendre la zone UE à l'est du site concerné afin de créer des places de stationnement sur un ancien terrain de tennis ;

Considérant les informations fournies par la collectivité ;

rend un avis conforme

sur **l'absence de nécessité** de réaliser une évaluation environnementale pour le projet de mise en compatibilité par déclaration de projet.

Conformément à l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme, la commune de Fouras-les-Bains rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Fait à Bordeaux, le 29 septembre 2025

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine, le membre délégataire

